

## La « Communauté politique européenne », un club anti-Poutine ?

Le 6 octobre à Prague, 44 chefs d'État et de gouvernement se réunissent pour envisager des coopérations... contre Poutine ? Rien n'est encore défini.



Vous trouverez bientôt quantité d'experts pour vous décrire à quoi va ou peut servir la « Communauté politique européenne » (CPE), dont la séance inaugurale est prévue à Prague le 6 octobre. En vérité, nul ne sait encore à quoi va servir cet « objet politique » car il n'y a pas de pilote dans l'avion. Emmanuel Macron, qui en est l'initiateur et avait commencé à en ébaucher les contours, a perdu le fil au profit d'une présidence tchèque sans idée claire. On avance et on verra bien. De l'élan initial organiser le continent européen sans les Russes entre nations pacifiques et démocratiques, il ne reste pas grand-chose au regard de la liste des invités.

Prenons l'une des puissances invitantes : Charles Michel. Pour le président du Conseil européen, la CPE est assurément une occasion de conforter son rôle international. Exit le haut représentant pour les relations extérieures, l'Espagnol Josep Borrell... « Michel a insisté pour inviter les Arméniens et les Azéris, car il se pose en pacificateur entre eux », glisse un diplomate européen. Mais alors, où finit l'Europe et où commence l'Asie ? La liste des invités dilue l'idée même de « communauté politique » et transgresse la géographie de l'Europe.

### Une communauté ni politique ni européenne

Emmanuel Macron n'était pas très convaincu par l'idée d'ouvrir le cercle à la Turquie, mais, pour Olaf Scholz, le chancelier allemand, il n'était pas pensable de lancer une CPE sans ce « partenaire compliqué ». Comme d'habitude, Chypriotes et Grecs y étaient hostiles, mais, en position minoritaire, leurs réticences ont été balayées. Va pour les Turcs ! Mais alors, on ne peut plus dire que la CPE est une communauté d'États démocratiques dressée contre le régime autoritaire de Vladimir Poutine... C'est plus compliqué que ça. « On devait prendre la Turquie à bord pour isoler un peu plus Poutine sur la scène diplomatique internationale », justifie un diplomate français. En outre, le président Erdogan surfe sur le succès de sa médiation entre Ukrainiens et Russes pour faire sortir le blé du port d'Odessa. On ne peut rien lui refuser dans la période actuelle.

Ce faisant, il y aura, à Prague, au moins trois ou quatre leaders qui n'ont qu'un lien très vague avec les valeurs démocratiques européennes. Parmi eux, le président azéri, Ilham Aliiev, qui a surtout été invité « parce qu'on lui achète du gaz », dixit un

diplomate. Si bien que la « Communauté politique européenne », tiraillée entre les intérêts économiques et moraux des 27, n'est plus, en l'état, une communauté ni politique ni même européenne. C'est dire si le dessein reste vague...

## Les Britanniques seront de la partie

Liz Truss, la Première ministre du Royaume-Uni, a longtemps hésité avant d'accepter l'invitation. Les Britanniques ont quitté l'UE ; la leader conservatrice ne voulait pas donner l'impression d'y revenir par la petite porte. Pour ne pas l'effaroucher, on a prié Charles Michel de ne pas trop se montrer. « Néanmoins, Charles Michel tient absolument à être de la conférence de presse finale », regrette-t-on à Bruxelles. La Commission européenne, quant à elle, se tient à distance. En vérité, elle ne comprend pas très bien à quoi cela va servir et dispose déjà d'un éventail large et divers de cadres de coopération comme l'EEA (espace économique européen), le Partenariat oriental, des accords d'association, des traités de libre-échange...

Ursula von der Leyen et Charles Michel sont invités à assister aux travaux de la CPE, mais ils ne seront pas au centre. En effet, ce forum doit accueillir les membres et non membres de l'UE « sur un pied d'égalité ». Et pour accréditer l'idée que la CPE n'est pas une simple extension de l'UE, la présidence de ce « forum » (qui se réunira deux fois par an) doit alterner entre pays membres et pays non-membres de l'UE.

## « Changer la vie des gens »

« Il y a des discussions entre les États qui veulent que cette CPE reste un forum de discussions sans organisation propre et ceux qui veulent, comme la France, qu'à terme, la CPE devienne une organisation un peu plus structurée, avec un secrétariat général, indique-t-on à Paris. Si cela doit rester un forum, l'idée s'évaporerait. » Certains experts misent sur un écrémage au fil du temps. Lorsque la CPE commencera à s'organiser, elle fera fuir les moins coopératifs des invités de la première session. Si des statuts sont rédigés, peut-être pensera-t-on à imposer des critères sélectifs à l'entrée et au maintien, ce qui éviterait de se retrouver dans la situation actuelle de l'UE, où un État membre ne peut pas être mis à la porte, même quand il s'éloigne des principes fondateurs.

Emmanuel Macron avait commencé à poser quelques idées. Selon lui, la Communauté politique européenne ne serait « pas une alternative » à l'adhésion, mais elle ne devait pas forcément y mener non plus. La France, longtemps rétive à l'élargissement, devait donner des gages. Le président français devait assurer qu'il ne tentait pas, via la CPE, d'enterrer l'adhésion des pays candidats. Avant lui, en 1991, François Mitterrand avec son projet de « Confédération européenne » (incluant la Russie) s'y était cassé les dents. Macron n'a pas commis la même erreur. « Il nous faut bâtir quelque chose, déclarait-il en juin 2022. On peut coopérer sur le plan de la défense, de la géopolitique, de l'énergie, des infrastructures, des projets de circulation des personnes. Des choses très concrètes qui permettent de changer la vie des gens. »

## Erdogan hausse le ton

La Serbie, le Monténégro, l'Albanie, la Macédoine du Nord ainsi que la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo ont été séduits. Le processus d'adhésion est trop long, trop juridique, et la mise à niveau des économies des candidats finit par éroder l'envie initiale et crée de la déception chez les peuples tenus en attente... La CPE, sans éviter ce long chemin, offre la perspective de bienfaits plus immédiats. « Pour être efficace, cette très utile initiative doit offrir tout de suite à ses participants des avantages concrets. On pense naturellement à une coopération renforcée dans le domaine de la sécurité », estime Jean-Dominique Giuliani, le président de la Fondation [Schuman](#). Encore faut-il que la Hongrie et la Turquie ratifient [l'entrée de la Suède et de la Finlande au sein de l'Otan](#). Le président Erdogan vient de rappeler qu'il attendait toujours que les deux prétendants remplissent les conditions, à savoir l'extradition de ses opposants du PKK et de l'YPG, considérés comme des terroristes.